

Tour de Table Représentants Producteurs

Secteur Aquacole

« La crise du COVID-19 a eu de grandes conséquences négatives pour notre secteur. En effet, celui-ci dépend largement des ventes en vivant pour le monde de la pêche ainsi que des ventes à destination de l'HORECA (d'autant plus en zone touristique). Avec la non ouverture de la pêche, la fermeture de l'HORECA et le confinement généralisé imposé dès le début de cette crise, les pisciculteurs se sont retrouvés coincés avec leurs poissons, en période critique où les piscicultures sont pleines à craquer car nous sommes en début de saison de la pêche et en début de saison touristique avec les vacances de Pâques.

La crise nous a aussi montré que lorsque le citoyen avait du temps à consacrer à sa nourriture, il se tournait plus volontiers vers les circuits courts, d'autant plus quand de la publicité ciblée lui était fournie au bon moment. Nous avons aussi pu voir, au niveau mondial, certaines améliorations des niveaux de pollution, preuve qu'il n'est pas encore trop tard pour repenser nos modèles économiques...

Cette crise a aussi exacerbé certains problèmes liés à la taille très modeste de notre secteur. Notamment le faible nombre de marchés d'écoulement de nos produits, surtout en cas d'éradication, suite à un problème sanitaire, par exemple.

En ce qui concerne les initiatives prises durant la crise, la visibilité de notre secteur dans la presse (rappelons-le : 1 reportage au journal télévisé (qui n'apparaît pas dans votre vidéo, d'ailleurs) et une dizaine d'articles dans la presse écrite) a joué favorablement sur nos ventes directes, bien que l'on assiste déjà à une baisse de ces ventes chez bon nombre de producteurs, depuis le déconfinement... Il faut donc tout faire pour maintenir cet élan du « mangeons local » et mettre en avant le fait que les pisciculteurs et agriculteurs ont continué à travailler durant toute cette crise et que les magasins à la ferme sont restés ouverts. Nous ne demandons pas à être applaudis, mais nos métiers sont au moins aussi vitaux que ceux du personnel soignant !

Il faudrait donc, à l'avenir, poursuivre le développement des canaux de consommation alternatifs et pour notre secteur, faire accepter à l'AFSCA qu'appliquer à la lettre les réglementations européennes, n'a aucun sens pour des petits producteurs, surtout quand ces mêmes législations autorisent des dérogations, pourtant interdites par l'AFSCA. A ce sujet, nous tenons aussi à mettre en lumière certains comportements de l'AFSCA que nous avons trouvés intolérables : non port du masque lors des contrôles, arrêt des contrôles lors du confinement mais reprises de ces contrôles plus rapprochés après le déconfinement. Quel est donc le but de ces contrôles, assurer la sécurité du consommateur ou faire payer les producteurs ? Le rôle des contrôles AFSCA est-il non-essentiel puisqu'ils sont interrompus en cas de crises sanitaires ?

Notre secteur, par sa petite taille, est fortement dépendant des importations de poissons étrangers, d'aliments et de matériel. Cette dépendance n'a pas été un réel problème durant cette crise, sauf du point de vue sanitaire, comme c'est le cas depuis plusieurs années. Il est donc essentiel que le Collège continue son travail de développement et d'encadrement de filière.

Par l'action du Collège, et plus particulièrement de notre chargé de mission, le cabinet du Ministre Willy Borsus a été très réceptif à nos demandes ! Pour éviter la catastrophe, il a autorisé la reprise des repeuplements publics (qui représentent 30% des repeuplements en rivières) malgré le refus de beaucoup de représentants des fédérations de pêche, le maintien des repeuplements privés (si des privés en faisaient la demande) et a rouvert la pêche très tôt. Dès les premières décisions européennes prises, notre chargé de mission a directement informé le cabinet et l'administration des possibilités fournies par la Commission Européenne d'autoriser les Etats membres à mettre en place

des aides de minimis spécifiques à notre secteur et plafonnées à 120.000€ (au lieu des 30.000€ habituels en aquaculture) ainsi qu'à autoriser l'utilisation des fonds FEAMP encore disponibles pour compenser les pertes subies par les producteurs. Nous avons appris la semaine passée, que l'administration, après que nous ayons lourdement insisté, envisage la deuxième option.

Ceci fait également suite à l'initiative de notre chargé de mission de lancer une grande enquête d'impact économique mois par mois auprès de tous les producteurs aquacoles pour quantifier au mieux l'impact de cette crise historique. Nous saluons et encourageons également l'observatoire des prix, autre l'initiative du Collège et qui est à pérenniser.

Nous attendons donc maintenant du cabinet et de l'administration que tout soit fait pour aider notre secteur qui a énormément souffert de cette crise, surtout via les aides de minimis, pour garder le fonds FEAMP à destination des investissements. D'autant plus que l'Europe autorise des moyens supplémentaires. Nos voisins ont déjà commencé à indemniser et aider leurs producteurs aquacoles depuis plusieurs mois, gageons qu'il en soit de même pour nous, dans un avenir très proche, pour ne pas creuser encore un peu plus notre manque de compétitivité à l'égard des importations.

En résumé, serrons-nous les coudes, jouons collectifs et profitons de l'opportunité qui nous donnée de réapprendre au consommateur à consommer local et à se réapproprier son alimentation ! »

Secteur Avicole-Cunicole

1) Quelles actions du Collège des Producteurs pour l'après COVID 19 ?

- Favoriser les actions locales, vente en direct.
- Défense du producteur face à la grande surface (promotion sur les oeufs en période de manque).
Note : depuis le déconfinement, on trouve de plus en plus d'œuf Bio étrangers, même chez Delhaize (polonais, espagnols, hollandais). Dès lors, le secteur avicole plaide pour qu'au niveau du SPW, on ne bloque pas l'implantation des poulaillers biologiques, comme cela semble être le cas aujourd'hui.
- Développer des actions vis-à-vis de l'Horeca pour encourager les restaurants à mettre davantage de viande locale sur leurs cartes

2) Qu'avez-vous appris de cette période ?

- Explosion de la demande locale en oeufs
- Recherche des petits producteurs
- Adoption des poules à la maison (guide pratique sur l'élevage?)
- Intérêt pour développer la vente de colis à la ferme chez les éleveurs ne s'étant pas encore lancés en circuits courts. La demande est en effet de plus en plus présente.

3) Y a-t-il des changements structurels à soutenir pour l'avenir ?

- Réunion par zoom mais liberté de parole?
- Faire reconnaître le secteur agricole comme secteur vital et pourquoi pas, accepter des rayons vides en magasins.

- En poulet standard, c'est difficile. Les éleveurs travaillent sur une corde raide. Le secteur travaille en surproduction et sur l'exportation. Quand celle-ci s'arrête, on régule le marché en diminuant la production (-15-20% pendant l'épisode de Covid19). Il est important d'avoir des abattoirs solides pour savoir prendre les chocs, sans toutefois dévaloriser de trop le prix des poulets. De plus, les outils sont situés en Flandre qui décide donc. On peut apporter peu de chose en Wallonie.

4) Y a-t-il des initiatives qui ont été mis en place durant la période à maintenir ?

- Le Collège a très bien travaillé et a permis au secteur de la volaille de se sentir soutenu, alors qu'il reste un petit secteur. Cela a été apprécié. A poursuivre.

- Maintenir Easyjob

5) Faut-il conquérir plus d'autonomie ? Sur quelles priorités ?

- C'est toujours mieux, sans pour autant perdre le contact avec ceux qui nous aident quand la période est compliquée. (Vente en oeufs augmente par rapport aux grossistes)

6) Y a-t-il des alliances à développer / renforcer ?

- Ce qui est durable, partenariat win win

- En poulets standards, les alliances sont importantes entre acteurs car il s'agit d'un fonctionnement en filière, mais il est difficile d'ordonner quelque chose ; la règle étant que quand les prix sont bas, on diminue les mises en place des poussins dans les élevages pour diminuer les volumes de production et permettre une remontée des prix après.

Secteur Bio

Quelles actions du Collège des Producteurs pour l'après COVID 19 ? Qu'avez-vous appris de cette période ?

1) Y a-t-il des changements structurels à soutenir pour l'avenir ?

Oui, la vente en circuits courts de produits bio wallons

Pendant la crise (chiffres¹ du 13 mars au 18 mai), les acteurs ayant connu les plus grandes augmentations dans leurs ventes (pour certains du jamais vu !) sont les acteurs proposant de la vente directe au consommateur. Ainsi 8 producteurs sur 10 proposant cette offre ont augmenté leurs ventes sur ce débouché. Une augmentation de 20 à 50 % pour 6 agriculteurs sur 10 et de plus de 50 % pour 2 agriculteurs sur 10.

Une autre alternative à succès : la vente en circuit court chez un autre producteur ou via une coopérative de vente.

Une réforme de l'AFSCA adaptée aux petits producteurs, transformateurs et artisans

Ex : en matière d'oeufs, lait cru,... A l'heure actuelle, des exigences inadaptées menacent l'activité.

2) Y a-t-il des initiatives qui ont été mis en place durant la période à maintenir ?

Une réorganisation de l'offre via des coopératives bio bien structurées afin de répondre à la demande forte en produits bio. Les augmentations de vente les plus impressionnantes furent celles de farine bio (vente doublée) et de viande bovine bio .

¹ Etude de Biowallonie : impact du covid 19 sur le secteur bio wallon, 20 mai 2020

3) Faut-il conquérir plus d'autonomie ? Sur quelles priorités ?

Les méthodes bio prônent l'autonomie de la ferme dans son ensemble. Celle-ci reste une priorité.

4) Y a-t-il des alliances à développer / renforcer ?

Oui, des alliances devraient être développées/renforcées afin de faire encore mieux connaître les produits bio wallons aux consommateurs via des filières courtes.

5) Avez-vous fait le constat d'aggravation de certains problèmes existants ? Parmi ceux-ci, certains doivent-ils être traités en urgence ?

Non, pas d'aggravation. La crainte actuelle est que le consommateur reprenne ses habitudes d'achats de produits bio via les grandes surfaces à bas prix et d'origine étrangère. Cette crainte semble déjà confirmée.

Secteur Bovins Laitiers

1) Quelles conséquences de la crise sur la filière ?

- Chute des prix du lait payés aux producteurs due à la fermeture de certains marchés à l'exportations combinée à une augmentation de la production dans les fermes.

2) Quels changements durant cette période de crise ?

- Tous les acteurs de la filière s'accordent sur la nécessité de mettre en place un système de régulation de la production. Le but est de ne pas dépasser les quantités de lait que les entreprises laitières peuvent transformer et de stabiliser le prix aux producteurs.
- On observe une prise de conscience et une réflexion de plus en plus de consommateurs par rapport à l'achat de produits locaux à la ferme plus qualitatifs. A voir si cette tendance va se poursuivre.

3) Quels changements faut-il soutenir pour l'avenir ?

- Soutenir la réflexion de la filière sur la mise en place d'un système de régulation de la production laitière
- Comment inciter les consommateurs à continuer leurs achats en circuits courts, poursuivre les actions avec l'APAQ-w
- La notion de prix juste et le label développé par le Collège montre tous son sens dans le contexte actuel
- Réfléchir sur la capacité de la filière laitière bio sur le long terme. Certaines laiteries encouragent leurs producteurs à produire du lait bio car la demande a fortement augmenté durant la crise mais qu'en est-il sur le long terme ?

Par ailleurs, la sécheresse de ces dernières semaines vient aggraver le problème de rentabilité. La production de la 1^{ère} coupe d'herbe a représenté de 60 à 75 % de la normale. Beaucoup d'éleveurs doivent déjà nourrir les animaux avec des suppléments de fourrage. Comme cette situation est de plus en plus fréquente ne faut-il pas réfléchir sur la manière de s'adapter, notamment avec l'aide de la recherche sur de nouvelles variétés.

Secteur Grandes Cultures

1) Quelles actions préconiserez-vous de la part du Collège des Producteurs pour l'après COVID 19 ?

- Actions prix justes et concertation chaîne-secteur agricole--vs-agroalimentaire

- Rappeler d'avantage l'importance de la sécurité alimentaire, la nécessité de développer des filières chez nous, plus de contrats (prix Juste) avec les négociants

2) Quels enseignements tirez- vous de cette période COVID ?

- la filière alimentaire a assuré 100pc, il faut le souligner et le redire encore et encore...Agri-bashing en nette baisse
- le secteur des grandes cultures (excepté les pommes de terre et le lin) a été peu impacté par le COVID jusqu'à présent. Le secteur agricole a continué de travailler et assurer la production alimentaire.
- Peur que l'Agribashing augmente car les gens sont d'avantage chez eux. Mais diminution de l'Agribashing dans les médias (il y a d'autres chats à fouetter : policier par ex).
- Prise de conscience du rôle de l'agriculture, de la force de l'agriculture, on a continué à produire (point de vue alimentaire, point de vue économique) de la part du Grand public et d'autres acteurs comme les banques.

3) Quels changements structurels seraient à soutenir pour l'avenir ?

- réinstaller l'agriculteur à une place centrale dans la chaîne de production alimentaire

4) Y a-t-il des initiatives qui ont été mises en place durant la période covid et qu'il serait souhaitable de maintenir ?

- visioconférence, reportages sur l'influence du confinement sur la baisse de pollution par ex
- ?

5) Faut-il conquérir plus d'autonomie ? Sur quelles priorités ?

- oui bien sur et recherche d'un nouveau point d'équilibre
- il faut assurer d'avantage de sécurité alimentaire, développer d'avantage l'emploi local dans les filières (ex fraises)

6) Y a-t-il des alliances à développer / renforcer ?

- filières structurées: de la fourche à la fourchette (orge brassicole, froment panif, viande label-Delhaize...etc)
- d'avantage de contrat (Prix Juste) avec le négoce notamment

7) Avez-vous fait le constat d'aggravation de certains problèmes existants? Parmi ceux-ci, certains doivent-ils être traités en urgence?

- augmentation incessante de nos intrants!! sans possibilité de répercuter
- crainte que si pas de reprise de certains marchés, si 2ième vague etc, il y a un risque que le prix des matières premières diminue. Risque important pour le secteur des pommes de terre, le lin, etc
- Facteur aggravant avec la sécheresse (principalement au nord du Sillon Sambre et Meuse) le rendement de certaines cultures notamment de printemps (lin, betteraves, chicorée, pommes de terre, légumes, etc) sera fort impacté

Secteur Horticole Comestible

- HORTICOLE COMESTIBLE

85 % des achats en F&L sont réalisés en GMS

Avril mai correspond à récolte des fraise, des asperges, plantation de légumes

Pour les plus gros producteurs : besoins en MO cueilleurs saisonniers qualifiés et expérimentés respectueuses des produits et physiquement aguerries

1) Quelles actions préconiserez-vous de la part du Collège des Producteurs pour l'après COVID 19 ?

Mise en place d'une cellule de concertation avec les acteurs du secteur :

Pour tirer les enseignements et mettre en place des procédures à activer le plus tôt possible

Guide des procédures hygiènes et des bonnes pratiques à disposition

Gestion de la crise : Benchmarking de ce qui s'est fait ailleurs et qui a fonctionné en Europe ou ailleurs et simulation transposition en Wallonie /Belgique

Inventaire des solutions validées mises en place par les producteurs : spécificités de chaque secteur

Cellule de veille activable rapidement

Vision commerciale : flux des produits régionaux appui aux mesures du plan stratégique sur ces points

Coopération accrue avec APAQW sur base de expérience soutien au secteur de la pdt

2) Quels enseignements tirez- vous de cette période COVID ?

Pour les structures à grand besoin de Mo : la MO locale non adaptée : malgré un réel engouement de solidarité seul 5% de la « MO locale solidaire » correspond aux standards professionnels d'efficacité de la MO étrangère.

Mo étrangères professionnalisée prise en charge sur place(logée, contrôle covid tout les jours,...) reste essentielle .

A 10 jours près , si la décision d'importation de MO n'était pas acquise, les récoltes étaient fortement compromises

Décision belge ou Wallonnes trop lente et non transparente par rapport à l'Allemagne

Procédures d'hygiène au niveau du personnel seront dorénavant plus strictes

Diminuer la dépendance en approvisionnements de l'étranger

Développement du CC et service traiteur / transformation

3) Quels changements structurels seraient à soutenir pour l'avenir ?

Procédures rapide pour la remontée des préoccupations auprès d'Interlocuteurs clairement identifiés au niveau de l'administration

Consolider favoriser les approvisionnements régionaux

4) Y a-t-il des initiatives qui ont été mises en place durant la période covid et qu'il serait souhaitable de maintenir ?

CC maintien de la distanciation et de la non disponibilité de la marchandise

Pour les travailleurs avec lunettes évoluant à 6-7°C et en chaud froid trouver un système de masque antibuées

5) Faut-il conquérir plus d'autonomie ? Sur quelles priorités ?

Logistique et commerce

6) Y a-t-il des alliances à développer / renforcer ?

Système d'échange d'infos entre producteur
Développer des échanges avec les membres de l'APLSIA

7) Avez-vous fait le constat d'aggravation de certains problèmes existants? Parmi ceux-ci, certains doivent-ils être traités en urgence?

NON

Secteur Horticole Ornementale

1) Quelles actions du Collège des Producteurs pour l'après COVID 19 ?

Essayer de faire garder aux gens l'achats local qui a été plus important durant la crise
Maintien de la sensibilisation du grand public face à l'importance d'acheter local.
Campagne d'information toute l'année (avec l'Apaq-w): à quelle saison on plante, à quelle moment on arrête...
Ex: on ne plante pas des arbres au mois de mai(sauf en Conteneur) et on ne plante pas des courgettes en mars (sauf serres)

2) Qu'avez-vous appris de cette période ?

Que nous n'étions pas tous égaux devant la loi et que lobbies des grandes surfaces était plus qu'important

Toutes les entreprises horticoles wallonnes sont différentes et une action commune ou cohérente est difficile.

Le système Take Away est adéquat pour la pépinière mais sans doute moins pour l'Horticulture.

L'e-commerce est peut-être possible pour la vente de plantes -> il faut rester attentif à cette possible évolution.

Il est possible de sensibiliser les politiques même si nous sommes un petit secteur. Les producteurs ont eu très peur de disparaître car beaucoup font de 50 à 80% de leur chiffres d'affaires entre mars et juin. On a pu ouvrir le 18 avril car nous avons fait tous pression sur les politiques et dans la presse. On a été entendu et, au final, on se rend compte que l'on a été un secteur privilégié.

3) Y a-t-il des changements structurels à soutenir pour l'avenir ?

Gros soucis avec l'APAQW durant cette période. Il faut revoir les cotisations des grandes surfaces et animaleries. Ce sont les seuls qui pouvaient vendre des plantes au début du confinement et ils ne cotisent pas à l'APAQ-W

Maintien d'une politique d'information ciblée selon les secteurs

4) Y a-t-il des initiatives qui ont été mis en place durant la période à maintenir ?

Malheureusement le collège fait du bon travail mais les outils mis à dispositions ne sont jamais très efficace je pense à la plateforme 'Clic Local' qui nous mettait en contact avec les collectivités - >"flop" !

idem cette fois ci avec les saisonniers très bonne idée belle outils mais également cela ne m'a pas aidé.

Vidéoconférence et groupe de discussion permettent un gain de temps relatifs.

5) Faut il conquérir plus d'autonomie ? Sur quelles priorités ?

L'autonomie est essentielle : pénurie de légumes ou de masques c'est pareil... Mais encore faut-il une réelle volonté de travailler avec ses voisins.

Beaucoup de maraîcher le font désormais mais je pense que c'est plus difficile dans nos entreprises vu la distance souvent....

6) Y a-t-il des alliances à développer / renforcer ?

Durant la période nous avons mis Whatsapp en place au début tout le monde était solidaire nous n'achèterons plus en Flandre faisons vivre les horticulteurs Wallons une fois le déconfinement tout le monde à retrouvé les fournisseurs en Flandre que des belles paroles. Donc, les alliances, c'est très difficile dans notre secteur !!!!!

Dans notre secteur, continuer à fédérer un maximum en mettant les entreprises en contact mais en soulignant que le prix n'est pas le dernier argument.

7) Avez-vous fait le constat d'aggravation de certains problèmes existants? Parmi ceux-ci, certains doivent-ils être traités en urgence?

Ignorance d'une grande partie des consommateurs sur la saisonnalité des produits... Informer pour mieux vendre sa production au bon moment.

Secteur Ovin-Caprin

1) Quelles actions du Collège des Producteurs pour l'après COVID 19 ?

- Développer l'usage de l'outil "visioconférence" (exemple : entre représentants,...) ;
- Inciter à la promotion de la production locale ; tout particulièrement, le géoréférencement des produits / des distributeurs est très important pour diriger le consommateur vers le produit local
- Appuyer le développement de filières locales
- Renforcer l'initiative Prix Juste et sa visibilité

2) Qu'avez-vous appris de cette période ?

- le citoyen a réappris que l'agriculture est un secteur vital
- Importance de viser l'auto-suffisance alimentaire ; il faut recentrer l'alimentation sur le local. L'évolution de la PAC semble néanmoins aller à l'encontre de cela.
- La crise du Covid a accentué la crise déjà présente pour certains (avec peu de visibilité médiatique) ; au sein de l'agriculture aussi, tout le monde n'a pas été logé à la même enseigne
- le secteur ovin, en fort déficit de production, n'a pas souffert de la crise

3) Y a-t-il des changements structurels à soutenir pour l'avenir ?

- Pour répondre aux attentes du consommateur, l'agriculture wallonne doit développer plus de transparence, plus de visibilité (le consommateur recherche de plus en plus l'information sur sa nourriture) et plus de traçabilité (pour démontrer sa qualité)
- Le citoyen doit considérer l'agriculture et l'agriculteur à sa juste valeur (que ce soit à travers un prix rémunérateur pour les produits agricoles, que ce soit à travers son rôle d'entretien des paysages ou encore que ce soit à travers son rôle d'acteur touristique). Tout particulièrement, les « promenades en ferme » des citoyens devraient être reconnues et comprises comme un service touristique rémunéré. Considérer le travail de l'agriculteur à sa juste valeur fait partie plus globalement d'un travail de reconnexion du citoyen avec l'agriculture
- La vente en ligne des produits agricoles doit passer à la vitesse supérieure
- Spécifiquement pour le secteur ovin : il faut continuer à structurer l'offre ;

4) Y a-t-il des initiatives qui ont été mis en place durant la période à maintenir ?

- L'intérêt vers le circuit-court semble déjà s'essouffler. Cela montrerait-il que l'écoulement des produits locaux en circuit-court doit passer par d'autres circuits d'écoulement ?
- Les agriculteurs ont utilisé plus largement les outils web : visioconférences, réseaux sociaux, ... pour communiquer entre eux et vis-à-vis des citoyens ; cela doit être maintenu et accentué
- au niveau du Collège des Producteurs, le tableau de bord des filières qui a été mis en place pendant la crise doit être maintenu

5) Faut-il conquérir plus d'autonomie ? Si oui, sur quelles priorités ?

- Les accords commerciaux bilatéraux de libre-échange entre l'UE et des pays tiers nuisent à l'agriculture locale
- Un meilleur équilibre doit être atteint entre les différentes productions locales : moins de surproduction et moins de sous-production
- L'autonomie doit aussi s'entendre en termes de maintien d'une agriculture familiale et humaine : l'agriculture ne doit pas tomber davantage entre les mains des financiers.

6) Y a-t-il des alliances à développer / renforcer ?

- Des alliances entre agriculteurs : moins d'individualisme et surtout plus de cohésion et de solidarité entre spéculations. Il faut sortir du modèle dans lequel l'éleveur est content quand le céréalier va mal et inversement
- Développer des plateformes de collaboration entre agriculteurs ;
- Améliorer la communication avec les autres structures d'encadrement

7) Avez-vous observé une aggravation de problèmes existants ? Si oui, certains sont-ils à traiter en urgence ?

- Pensons aux secteurs qui ont le plus soufferts de la crise (lait, pdt, bovins viande)
- Une fois de plus, la plus-value que la crise a apportée à l'image de l'agriculture locale a été très vite réappropriée par la GMS (ex. pub Boni sur le lait). De façon de plus en plus accrue, la GMS utilise l'image de l'agriculteur à son insu et pour la servir, sur fond de messages trompeurs ; que peut-on faire pour empêcher ce genre de communication et se réapproprier notre image (et/ou les empêcher d'utiliser notre image) ? Comment développer une force marketing aussi puissante que celle de la GMS ?
- Le citoyen a eu plus de temps pour se tracasser du bien-être animal (promeneurs,...); du réalisme doit revenir chez le citoyen par rapport à la question du bien-être animal

Secteur Porc

1) Quelles actions du Collège des Producteurs pour l'après COVID 19 ?

Continuer le bon travail effectué pendant la crise, le suivi et les actions mises en place.

Il faut continuer dans la voie que le Collège a tracée, c-à-d aider les producteurs locaux à promouvoir leurs produits en informant au maximum les consommateurs qui sont de plus en plus ignorants de ce qu'ils achètent.

2) Qu'avez-vous appris de cette période ?

Les citoyens se sont rendus compte que les fermes existaient, ils ont pris conscience d'une agriculture locale qui leur apporte une alimentation de qualité, alors que d'habitude les agriculteurs sont facilement critiqués.

3) Y a-t-il des changements structurels à soutenir pour l'avenir ?

Oui, il faut continuer à soutenir et encourager les circuits courts comme le Collège l'a fait pendant la crise. Il faut d'ailleurs être vigilants, vérifier comment les « bonnes » habitudes des consommateurs se maintiennent alors que le déconfinement est en cours.

Le Collège et l'APQW doivent travailler pour soutenir ces filières à valeur ajoutée, encourager une agriculture familiale.

4) Y a-t-il des initiatives qui ont été mis en place durant la période à maintenir ?

L'ensemble du travail réalisé durant cette période est à maintenir.

Il y a par ex un plan pour le maintien de la sélection en Porc piétrain qui a été élaboré ces dernières semaines, en collaboration avec Elevéo, pour soutenir le secteur que la crise a encore d'avantage impacté. Ce plan a été transmis au Cabinet de Mr Le Ministre Borsus, à sa demande.

5) Faut-il conquérir plus d'autonomie ? Sur quelles priorités ?

Oui car en production porcine, la dépendance du prix au marché EU et mondial liée à l'export, impacte directement le revenu des producteurs. Le circuit court est une alternative qui permet de ramener de la valeur dans nos fermes.

Il faudra veiller à ce que le Collège reste au service des petits producteurs et ne pas accepter de travailler avec des sociétés qui pourraient profiter des efforts que nous avons déjà accompli. Il faut que nous restions le plus indépendant possible.

L'autonomie alimentaire – indépendance vis-à-vis du soja est essentielle pour développer la production porcine locale.

6) Y a-t-il des alliances à développer / renforcer ?

Oui, le travail avec des organismes tels que Diversiform, la levée des freins à l'installation pour les mode de productions à valeur ajoutée.

Il est impératif d'être plus présent dans la presse, l'action menée vers les écoles est bénéfique mais il faut la compléter

Secteur Pommes de terre

1) Quelles actions préconiserez-vous de la part du Collège des Producteurs pour l'après COVID 19 ?

Continuer à communiquer sur le rôle de l'agriculture même en cas de crise sanitaire

2) Quels enseignements tirez- vous de cette période COVID ?

Que l'agriculture a continué à tenir son rôle de produire de l'alimentation de qualité.

3) Quels changements structurels seraient à soutenir pour l'avenir ?

Privilégier les productions locales, développer des structures de traitements des productions wallonnes.

4) Y a-t-il des initiatives qui ont été mises en place durant la période covid et qu'il serait souhaitable de maintenir ?

Manger des pommes de terre wallonnes

5) Faut-il conquérir plus d'autonomie ? Sur quelles priorités ?

6) Y a-t-il des alliances à développer / renforcer ?

Alliances avec des industriels pour pouvoir transformer et commercialiser nos productions en local

8) Avez-vous fait le constat d'aggravation de certains problèmes existants? Parmi ceux-ci, certains doivent-ils être traités en urgence?

Secteur Viande Bovine

1) Quelles actions du Collège des Producteurs souhaitez-vous pour l'après COVID 19 ?

- Promotion de la viande bovine belge avec les acteurs de l'HORECA (fédérations, grossistes et restaurants) pour avoir un meilleur positionnement de la viande bovine belge sur ce segment de marché.

2) Qu'avez-vous appris de cette période ?

- Chiffres et flux difficiles à obtenir et à parfois même à croire (semblent parfois en décalage avec la réalité du terrain des éleveurs ; taux d'auto approvisionnement Be, quelle consommation en Horeca de VB belge, chiffres d'imports et d'exports (comment faire le tri dans les différents chiffres), quid des mouvements interrégionaux non mesurés ?
- Approvisionnement des GMS et boucheries plus important en période de confinement : hausse des prix qui a mis du temps mais qui est bien présente et importante en taurillons suite à une demande soutenue et qui permet de rapprocher le prix de vente des coûts de production des éleveurs. Cette revalorisation est appréciée mais de ce constat découle la question de savoir comment on a pu justifier pendant des années des prix en dessous des coûts de production ?! Sentiment de s'être fait floué avec un prix bas pendant des années de la part de producteurs !
- L'approvisionnement se tendant en taurillons, la tentation pourrait être forte de se tourner vers des animaux vifs présents à l'étranger pour les abattre en Wallonie car moins couteux. Pour permettre à la revalorisation des prix des producteurs en cours de se maintenir dans le temps, les producteurs appellent l'ensemble de la filière à continuer à s'approvisionner en viande belge.

3) Y a-t-il des changements structurels à soutenir pour l'avenir ?

- Nécessité d'avoir plus de transparence dans la filière.

4) Y a-t-il des initiatives qui ont été mises en place durant la période et qui sont à maintenir ?

5)Faut-il conquérir plus d'autonomie ? Sur quelles priorités ?

6)Y a-t-il des alliances à développer / renforcer ?

- Actions avec l'Horeca (fédérations Horeca) en lien avec l'APAQ-W.